

# RESUME

Le Code civil pose le principe de la force obligatoire des contrats.

En vertu de ce principe, le contrat a un caractère irrévocable sauf exceptions. Il doit être négocié, conclu et exécuté de bonne foi. La simulation est un acte ayant pour but de donner un effet différent à l'acte ostensible. Elle porte donc atteinte à la force obligatoire du contrat apparent. La force obligatoire des contrats s'impose également au juge qui doit en tenir compte en cas d'interprétation du contrat. Enfin, elle peut être relativisée dans le cadre de la renégociation ou révision du contrat selon les conditions prévues par la loi.

Par ailleurs, découle de ce principe de la force obligatoire des contrats le principe de l'effet relatif. Ce principe qui consiste à ne donner effet au contrat qu'entre les parties fait l'objet de nombreuses exceptions telles que la promesse de porte-fort ou la stipulation pour autrui.

# CORRIGES

## EXERCICES

### ★ EXERCICE 1 La société Sanac France ✕ 15 minutes

1. Quel est l'argument avancé par la société Sanac ?

#### Règle de droit

La notion de promesse de porte-fort est une exception au principe de l'effet relatif des contrats. Elle permet à l'une des parties de s'engager pour un tiers. Elle est souvent utilisée dans les cas de représentation, le représentant s'engageant au-delà de ses pouvoirs et promettant que le représenté validera cet engagement.

#### Application au cas

La société Sanac invoque ici la promesse de porte-fort signée par M. Pascal au nom de la société Spac. Cette dernière n'ayant pas versé l'intégralité du montant lié à la transaction, la société Sanac décide d'engager la responsabilité contractuelle de M. Pascal pour non-respect de son obligation.

2. La responsabilité de M. Pascal sera-t-elle engagée ?

#### Règle de droit

La promesse de porte-fort ne crée aucune obligation à l'égard du tiers. Elle ne peut le contraindre à s'engager. En cas de non-ratification de la promesse par ce tiers, alors la responsabilité contractuelle du promettant sera engagée pour non-respect de son obligation. Le contrat est nul et le promettant versera des dommages et intérêts au bénéficiaire de la promesse. Cependant, le promettant s'engage uniquement à la ratification du contrat par le tiers et non à son exécution. Sa responsabilité ne sera pas engagée en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution du contrat par le tiers (sauf s'il en est convenu autrement dans l'acte). Le juge garde un pouvoir d'interprétation des faits concernant la portée de l'engagement du promettant.

#### Application au cas

En l'espèce, il faut tenir compte de l'interprétation de la promesse. M. Pascal s'est engagé à ce que la société Spac se porte acquéreuse du fonds de commerce, ce qu'elle n'a pas fait. À la lecture du texte, on constate que M. Pascal a précisé se porter garant « de la parfaite exécution des opérations par la société Spac ». Son engagement est plus important qu'une simple promesse de porte-fort et sa responsabilité pourra être engagée du fait de l'inexécution par Spac de l'obligation contractée.

### ★★ EXERCICE 2 Simulation et finances publiques ✕ 20 minutes

1. Quelle différence faites-vous entre l'action en déclaration de simulation et l'action paulienne ?

#### Règle de droit

La simulation consiste à conclure un contrat, dit **acte ostensible ou apparent** ou simulé, pour ensuite en supprimer ou modifier les effets par la conclusion d'une autre convention, destinée à être secrète, dite **acte secret ou contre-lettre**.

L'action en déclaration de simulation a pour but de mettre en évidence la réalité en dénonçant l'existence de cette contre-lettre venant contredire l'acte ostensible. Elle n'a pas forcément pour effet de demander la nullité de l'acte ostensible.

**L'action paulienne** a pour but de demander la nullité des actes passés par le débiteur et ayant pour effet d'appauvrir son patrimoine, au détriment du créancier, indépendamment de la manœuvre employée pour le faire.

### Application au cas

En l'espèce, les deux actions sont invoquées au sujet des cessions faites par les époux Loupou de leurs biens immobiliers à la société Topazur et à M. Bonamy. L'objectif est de démontrer que ces cessions sont fictives.

#### 2. Que pensez-vous de la recevabilité de l'action de l'administration fiscale ?

### Règle de droit

Pour être exercée, l'action en déclaration de simulation nécessite d'avoir un intérêt à agir pour montrer que la situation réelle est différente de celle annoncée par les parties dans l'acte ostensible. Le créancier a la possibilité d'exercer cette action afin d'éviter que certains biens ne sortent définitivement du patrimoine de son débiteur. Il a le choix entre l'action en déclaration de simulation et l'action paulienne.

### Application au cas

En l'espèce, l'administration fiscale a un intérêt à agir. Elle cherche à démontrer que les contrats de cession conclus par les époux Loupou sont des actes fictifs pour lesquels d'autres actes ont été signés permettant de laisser les biens en cause dans le patrimoine des époux.

#### 3. La responsabilité de la société Topazur et celle de M. Bonamy peuvent-elles être engagées ?

### Règle de droit

La simulation entraîne la responsabilité des parties si on apporte la preuve **d'une intention frauduleuse** de ceux qui y ont participé. Comme pour toute action en responsabilité civile, il faut un fait générateur, un dommage et un lien de causalité. Ce recours aura pour effet de condamner les parties au versement de dommages et intérêts au demandeur pour compenser le préjudice subi par ce dernier.

### Application au cas

En l'espèce, il y aura condamnation de la société Topazur et de M. Bonamy au paiement de dommages et intérêts au profit de l'administration fiscale. La société Topazur et M. Bonamy ont signé les contrats de cession des biens des époux Loupou dans le but de permettre à ces derniers d'échapper à leurs obligations fiscales. Ils n'utilisent ni l'un ni l'autre les locaux acquis.

### ★★★ EXERCICE 3 La société Sanac France et la théorie de l'imprévision ⌘ 30 minutes

#### 1. Quel principe la société SEC va-t-elle invoquer dans le cadre de son recours en justice ?

### Règle de droit

Selon le **principe de la force obligatoire des contrats**, les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. Les parties ne peuvent les modifier ni les révoquer sauf en cas de consentement mutuel.

### Application au cas

En l'espèce, la société SEC invoque le principe de la force obligatoire des contrats pour contraindre la société Soffimat à exécuter ses obligations, telles qu'elles ont été fixées dans le contrat signé le 24 décembre N.

#### 2. La société Soffimat a-t-elle un moyen de défense pour ne pas être condamnée ?

### Règle de droit

Il existe certaines exceptions au principe de la force obligatoire des contrats et notamment la **notion de révision des contrats**. Cette notion s'applique aux **contrats à exécution successive** dans lesquels aucune clause de révision ni d'indexation n'a été prévue. Ces contrats ont pour objet d'être exécutés dans le temps. Or, sur le long terme, les conditions économiques dans lesquelles le contrat doit être exécuté peuvent connaître des changements importants. Depuis l'ordonnance de 2016, le Code civil a mis en place un mécanisme de **prise en compte de l'imprévision** permettant une révision du contrat. En cas de changement de circonstances imprévisible lors de la

conclusion du contrat et rendant l'exécution excessivement onéreuse, l'une des parties peut demander la renégociation du contrat à l'autre partie. Elle doit continuer à exécuter ses obligations durant la renégociation. En cas de refus de l'autre partie, elle pourra exercer un recours devant le juge pour demander révision ou résiliation du contrat.

### **Application au cas**

En l'espèce, l'évolution du cours des matières premières est telle que l'exécution du contrat par la société Soffimat n'est plus possible. Elle peut demander à la société SEC la renégociation du contrat. À défaut, elle peut faire un recours devant le juge pour obtenir cette révision ou la résiliation du contrat. Cependant, elle n'aurait pas dû mettre fin d'elle-même à l'exécution du contrat. Celle-ci doit se poursuivre pendant la négociation.

### 3. Quel est le type de juridiction compétent pour interpréter les clauses d'un contrat ?

#### **Règle de droit**

Le principe de la force obligatoire des contrats s'impose également au juge. Cependant, la loi a prévu la possibilité pour ce dernier d'interpréter certaines clauses du contrat lorsqu'elles ne sont pas suffisamment claires pour être appliquées en l'état. Cette interprétation tient compte de la situation des cocontractants. Il s'agit d'une question de fait de la compétence des juridictions du fond. La Cour de cassation intervient notamment en cas d'interprétation de clauses contenues dans un contrat type.

### **Application au cas**

En l'espèce, il s'agit d'interpréter une clause propre au contrat signé entre la société Soffimat et la société ACA. Cette interprétation sera de la compétence des juges du fond.

### 4. Quels sont les pouvoirs du juge en matière d'interprétation d'un contrat ?

#### **Règle de droit**

Afin de respecter le principe de la force obligatoire des contrats, le juge ne peut pas interpréter le contenu d'un contrat librement. Il doit chercher la commune intention des parties.

Le Code civil a posé certains principes afin de le guider dans son interprétation :

- respecter le bon sens au regard des usages et des interprétations de droit commun ;
- faire une interprétation allant dans le sens de la validation de la clause ;
- garder une cohérence de l'ensemble en tenant compte des clauses les unes par rapport aux autres ;
- en cas de doute, privilégier une interprétation en faveur du débiteur, sauf pour le contrat d'adhésion qui s'interprète contre celui qui l'a proposé.

### **Application au cas**

En l'espèce, la société Soffimat n'a pas de craintes à avoir. Le juge ne peut déformer le contrat ni ajouter de nouvelles obligations. Il doit respecter la commune volonté des parties, n'interpréter que les clauses qui ne sont pas claires et garder une cohérence d'ensemble.